

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du mardi 23 septembre 2025**

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de présents : 18
Nombre de votants : 23
Date de la convocation : 15 septembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois septembre à quatorze heures trente, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus)
Mme Catherine BERGEON (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus)
M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Patrice BROUHARD (Le Gua)
M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Stéphane DELAGE (Le Gua)
M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac)
M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac)
Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre)
M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus)	M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre)
Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus)	M. Joël PAPINEAU (Saint-Sornin)

Absents excusés :

M. Richard GUÉRIT (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus)
Mme Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage)
Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à M. Patrice BROUHARD (Le Gua)
M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage)
M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus)
M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac)

Absents :

M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage)
M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua)
Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua)

Secrétaire de séance : Monsieur François SERVENT

Modification des attributions de compensation au 1^{er} janvier 2026**Finances**

Monsieur le Président expose :

Dans un contexte de restriction budgétaire, de raréfaction des ressources et d'augmentation des charges à supporter par les collectivités, les élus communautaires ont engagé la procédure de reprise par la Communauté de Communes du Bassin de Marennes des compétences relevant de « la petite enfance, l'enfance et la jeunesse ; l'animation et la coordination des contrats et dispositifs locaux en matière d'action sociale, l'élaboration et la mise en œuvre de l'analyse des besoins sociaux » actuellement exercées par le CIAS. Au 1^{er} janvier 2026, seul le Service Autonomie à Domicile (SAAD) continuera à être exploité par le CIAS du Bassin de Marennes.

Il a été décidé de procéder à une révision libre des attributions de compensation en vertu de l'article de l'article 1609 nonies C du Code Général des impôts (CGI).

La Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) s'est réunie le 4 septembre 2025 afin d'actualiser les attributions de compensation liées au financement du SAAD, au regard de l'augmentation des charges supportées par la Communauté de Communes pour le fonctionnement de ce dernier. L'objectif est d'adapter la répartition des charges entre les communes membres compte tenu du déficit structurel croissant du service, à compter du 1^{er} janvier 2026.

L'ensemble des éléments de travail figurent au rapport de la CLECT ci-annexé.

Les attributions de compensation relatives au financement du reste à charge du Service Autonomie à Domicile seront déterminées et votées annuellement par le Conseil Communautaire sur la base :

- du déficit prévisionnel du SAAD,
- d'un ajustement en fonction du déficit réel N-1,
- de la contribution historique des communes (13 106 €),
- de la participation forfaitaire de 30 000 € de la CCBM,
- et de la clé de répartition retenue (scénario choisi).

Au terme de ses travaux, la CLECT propose de retenir le scénario 2 pour la répartition des attributions de compensation relatives au Service d'Autonomie à Domicile. Ce scénario repose sur une clé de répartition intégrant pour moitié le volume d'heures réalisées, pour un quart le potentiel fiscal des communes et pour un quart leur population.

Il est rappelé que, préalablement à toute répartition entre les communes membres, la Communauté de Communes du Bassin de Marennes assume une participation forfaitaire fixe de 30 000 € au financement du SAAD. Cette contribution vient réduire d'autant le montant global à répartir entre les communes. Les attributions de compensation seront ainsi déterminées annuellement, conformément à la clause de calcul définie par la révision libre, et entreront en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2026.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général des Impôts et notamment son article 1609 nonies C ;

Considérant que le rapport de la CLECT du 4 septembre 2025 est annexé à la présente délibération ;

Considérant que la diminution des attributions de compensation est possible dans le cadre des dispositions du V-1°bis de l'article 1609 nonies C du CGI au titre de la fixation libre des attributions de compensation et de leur révision, sous réserve de délibérations concordantes des deux tiers du conseil communautaire et des conseils municipaux des communes intéressées, en tenant compte du rapport de la CLECT ;

Considérant que la CCBM est compétente en matière d'action sociale d'intérêt communautaire, dont la gestion du SAAD est confiée au CIAS depuis 2010 ;

Considérant que cette décision contribuera à assainir la trajectoire financière du CIAS, aujourd'hui confronté à des déséquilibres structurels ;

Considérant que ces dispositions ne s'appliqueront qu'aux communes ayant approuvé la fixation libre et la révision des attributions de compensation ;

Après avoir entendu l'exposé du Président,

DÉCIDE

- de réviser à partir de 2026 le montant des attributions de compensation des communes calculé jusqu'à lors afin de tenir compte également de l'évolution des charges du SAAD de la façon suivante :
 - Ajustement des attributions de compensation en fonction du déficit prévisionnel du SAAD,
 - Ajustement en fonction du déficit réel N-1,
 - de la contribution historique des communes (13 106 €),
 - de la participation forfaitaire fixe de 30 000 € de la CCBM,
 - et de la clé de répartition retenue entre les communes intégrant pour moitié le volume d'heures réalisées, pour un quart le potentiel fiscal des communes et pour un quart leur population.
- d'approuver le rapport de la CLECT du 4 septembre 2025 annexé à la présente délibération ;
- d'adresser la présente délibération à l'ensemble des communes membres pour qu'elles se prononcent sur la révision libre des attributions de compensation.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

Pour : 23

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité. Le recours gracieux doit être adressé à l'autorité signataire ; le recours contentieux peut être adressé directement au Tribunal Administratif de Poitiers et saisi par le biais du site internet www.telerecours.fr

Le Président

Le Secrétaire de séance

